

Appel à contributions

Lien social & Politiques

Actualité des solidarités transnationales LGBTQI+ : pouvoir, alliances et résistances

Sous la direction de

Alexandra Ana (Université de Montréal)

Ilana Eloit (Université de Genève)

Ahmed Hamila (Université de Montréal)

David Paternotte (Université libre de Bruxelles)

Le militantisme transnational LGBTQI+ n'est pas neuf et on en retrouve de nombreux exemples à travers l'histoire récente (Belmonte, 2021). Le mot « homosexuel » lui-même serait né en 1868 sous la plume du militant hongrois Kertbeny alors installé à Berlin, dans un échange épistolaire avec l'avocat Ullrichs au sujet du Code pénal prussien (Hekma, 2015). Un peu plus tard, le médecin allemand Magnus Hirschfeld, pionnier de la sexologie, a également posé les bases d'organisations transnationales structurées à travers la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle et surtout le Comité scientifique-humanitaire, qui a notamment essaimé aux Pays-Bas (Tamagne, 2000 ; Mancini, 2010 ; Marhoefer, 2022). C'est dans ce pays que le militantisme homosexuel transnational renaît après la seconde guerre mondiale avec la fondation de l'*International Committee for Sexual Equality* (Rupp, 2011 ; Jackson, 2014), avant la création de l'*International Gay (and Lesbian) Association* en 1978 à Coventry. Cette organisation mondiale a rapidement été déclinée en fédération régionale, dont ILGA-Europe – née en 1996 – est la plus institutionnalisée (Ayoub & Paternotte, 2014, 2016). Dans une perspective différente, des tensions de genre et une attention particulière aux enjeux féministes et à l'autonomie politique lesbienne ont conduit à la fondation de l'*International Lesbian Information Service* (ILIS) au début des années 1980 (Wilson, 2022). Beaucoup plus récemment, la fédération Égides a été fondée en 2019 à Montréal avec l'appui du gouvernement du Québec comme une alliance internationale visant à rassembler les organisations LGBTQI+ francophones (Hamila & Alameddine, 2026).

Malgré des évolutions notables dans les façons de comprendre et de penser la diversité en matière de genre et de sexualité, il existe donc une histoire longue des mobilisations transnationales LGBTQI+, qui se sont progressivement étendues à l'ensemble de la planète (Kollman & Waites 2009 ; Broqua *et al.*, 2016). Au-delà d'une volonté de rompre un certain isolement, les raisons sont nombreuses : échange d'idées et de bonnes pratiques, élaboration et consolidation d'une identité commune, soutien à des groupes et des organisations balbutiantes, volonté de peser dans les organisations internationales, etc. Souvent, derrière ces objectifs, les idées d'appartenance et de solidarité jouent un rôle important. À travers le monde, des personnes ressentent des formes de ressemblance, qui les poussent à se lire comme faisant partie d'un même collectif et les incitent à vouloir échanger et travailler ensemble.

En même temps, ces mobilisations présentent de grandes différences et ont évolué à travers le temps. Elles ne reposent pas sur les mêmes bases identitaires et se sont profondément complexifiées, notamment à l'aune de débats et conflits parfois violents (Massad, 2007 ; Waites, 2009). Ce numéro thématique essaie de comprendre l'actualité de ces luttes à partir de la notion de solidarité transnationale et souhaite explorer comment se présente et fonctionne le militantisme LGBTQI+ transnational aujourd'hui. Il nous semble en effet que nous traversons

un moment particulièrement fécond, qui invite à repenser certains des travaux produits au cours des deux dernières décennies. D'une part, on note une expansion sans précédent du militantisme LGBTQI+ à l'échelle du globe, favorisé par des formes de circulation accrues elles-mêmes propulsées par le développement d'internet et des réseaux sociaux (Khan & Hussain, 2025). Ainsi, malgré des formes de pénalisation et de répression parfois sévères, peu de pays ne connaissent pas de tels groupes ou collectifs aujourd'hui. En même temps, les identités sur lesquelles reposent ces luttes sont plus nombreuses et plus diversifiées, ce qui pose la question des fondations du collectif et de comment faire groupe tout en respectant les spécificités et la diversité internes. D'autre part, on enregistre un renouvellement des formes d'opposition et de répression consécutif au développement des campagnes anti-genre (Liu *et al.*, 2024). Celles-ci ne relèvent pas uniquement de la société civile mais peuvent alimenter des projets gouvernementaux, voire découler avant tout de ceux-ci. Ce contexte fait peser de nouvelles contraintes sur cet essor militant et peut générer des divisions et des tensions internes, comme l'illustrent le ralliement de certains gays à des partis d'extrême droite (Lockhart, 2023) ou le soutien de quelques lesbiennes aux luttes anti-trans (Worthen, 2022). Ces contraintes sont par ailleurs renforcées par un intérêt décroissant pour les droits humains en politique internationale et une réduction de la coopération internationale, y compris de la part de régimes démocratiques.

Tout ceci crée un environnement différent qu'il nous paraît essentiel d'interroger. Si les solidarités transnationales LGBTQI+ se sont historiquement construites autour de sentiments d'appartenance, d'expériences partagées de marginalisation ou encore d'objectifs politiques communs, les bases mêmes de ces solidarités apparaissent aujourd'hui plus complexes et plus disputées (Çağatay *et al.*, 2022 ; Bhardwaj, 2024). Les catégories identitaires qui ont longtemps structuré les mobilisations – homosexuel, gai, lesbienne, puis LGBT – se sont progressivement transformées, élargies et diversifiées. À l'échelle internationale, l'émergence et la circulation de nouvelles catégories institutionnelles (SOGI, SOGIESC, etc.) ou socio-politiques (queer, non-binaires, etc.) témoignent d'une extension du vocabulaire politique, mais aussi de débats sur les manières de nommer, représenter et organiser les luttes. Ces transformations ne relèvent pas uniquement d'une évolution lexicale : elles renvoient à des tensions plus profondes autour des frontières du collectif, des hiérarchies internes, des formes de visibilité et des rapports de pouvoir qui traversent les espaces militants nationaux comme transnationaux.

Ces tensions prennent place dans un contexte marqué par l'intensification des circulations transnationales associées à la mondialisation. La multiplication des migrations, des espaces internationaux, des conférences, des réseaux de plaidoyer ainsi que des dispositifs de financement a favorisé des rencontres inédites entre acteur·ices situés dans des contextes nationaux variés (Thoreson, 2014 ; Ayoub & Bauman, 2019). Dans le même temps, cette intensification des circulations soulève d'importantes questions : que signifie aujourd'hui faire groupe à partir d'expériences sociales, historiques et géopolitiques profondément hétérogènes ? Comment construire des solidarités dans un contexte traversé par des rapports de pouvoir liés à la race, au genre, à la classe, à la religion, à la langue ou encore aux héritages coloniaux ?

Les transformations technologiques constituent un autre élément central de cette recomposition. Le développement d'internet, des médias sociaux et des outils numériques a profondément modifié les conditions de production des solidarités transnationales (Pain, 2024). Ces technologies facilitent des formes de circulation rapide des idées, des répertoires d'action, des catégories identitaires et des savoirs militants, tout en permettant l'émergence

d'espaces communautaires qui dépassent les frontières nationales. Elles jouent également un rôle central dans la mise en visibilité de violences, dans la diffusion d'appels à la mobilisation ou encore dans la construction de campagnes transnationales (Schmitz *et al.*, 2022). Mais elles participent aussi à l'accélération des conflits, à la polarisation des débats internes et à l'émergence de nouvelles hiérarchies de visibilité.

Enfin, face à l'intensification des campagnes anti-genre et *antiwokistes*, au rétrécissement de l'espace civique et à la montée de projets politiques autoritaires, les mobilisations LGBTQI+ semblent de plus en plus s'inscrire dans des dynamiques de convergence des luttes et de coalition (Broad, 2024). Les frontières entre causes apparaissent plus poreuses qu'auparavant : les enjeux LGBTQI+ s'articulent désormais plus explicitement aux luttes antiracistes, féministes, décoloniales, autochtones, écologistes ou encore aux mobilisations contre les politiques migratoires restrictives et les inégalités sociales dans certains contextes, comme au Québec (Enriquez, 2024, Chbat, 2026). Ces rapprochements soulèvent néanmoins plusieurs questions : sur quelles bases les coalitions se construisent-elles ? Quelles solidarités produisent-elles ? Et comment composent-elles avec des intérêts, des priorités ou des positionnements parfois divergents ?

Axe 1 : Pouvoir et visibilité dans les solidarités transnationales

Comment les solidarités transnationales LGBTQI+ sont-elles traversées par des asymétries de pouvoir, des hiérarchies de légitimité, et des inégalités d'accès à la visibilité, aux espaces décisionnels ainsi qu'aux financements ? Cet axe propose d'interroger à la fois les rapports de pouvoir Nord/Sud hérités de la colonisation et les tensions internes aux mouvements – notamment les hiérarchies de genre, de race, de religion, de classe, de sexualité ou de langue – afin d'analyser comment ces asymétries façonnent la hiérarchisation des causes, les cadres discursifs, les identités mobilisées et les modes de gouvernance dans les espaces transnationaux (Chetaille, 2013 ; Farmer, 2020 ; Rao, 2020). Une attention particulière sera également portée aux résistances militantes, épistémiques et institutionnelles à la reproduction de ces logiques de domination.

Il s'agira par exemple d'analyser comment les solidarités transnationales redéfinissent les frontières des luttes LGBTQI+ en les articulant à d'autres combats, tout en renforçant l'autonomie des acteur·ices, la reconnaissance des savoirs locaux et la redistribution du pouvoir. Comment comprendre aujourd'hui les alliances avec d'autres mouvements sociaux, au-delà de l'idée d'alliances « naturelles » ou de coalitions purement stratégiques et ponctuelles ? Comment les coalitions et les mobilisations situées à l'intersection de différents régimes d'oppression parviennent-elles à contester ou à rééquilibrer ces asymétries de pouvoir ? Comment l'(in)visibilité différenciée des corps façonne-t-elle les possibilités de participation, de représentation et de mobilisation ? Cet axe invite ainsi à réfléchir aux tensions entre universalisation des droits, des discours et des identités et ancrages localisés des luttes et des savoirs ; entre circulations globales des identités et résistances locales ; ou encore entre dynamiques transnationales de mobilisation, notamment dans la construction de coalitions plus larges, et hiérarchies internes aux mouvements.

Axe 2 : Formes d'organisations et répertoires d'action

Les mobilisations transnationales LGBTQI+ se sont progressivement institutionnalisées à travers des organisations internationales, des réseaux militants et des dispositifs de plaidoyer qui ont contribué à inscrire les enjeux liés à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans

les débats publics et les arènes internationales (Thoreson, 2014 ; Paternotte & Seckinelgin, 2015 ; Ayoub, 2016). Ces transformations ont favorisé l'émergence de nouvelles formes d'organisation, marquées par l'ONGisation de certains mouvements et une professionnalisation accrue des acteur·ices qui les composent, le développement d'expertises spécialisées et une diversification des répertoires d'action (Paternotte, 2016). Elles ont également suscité des critiques relatives à une dépolitisation des luttes, une dépendance excessive aux logiques de financement, diverses formes de cooptation ou encore la production d'une certaine démobilité (Ana, 2024). En même temps, certains acteur·ices ont fait le choix de refuser l'institutionnalisation au profit d'un ancrage au sein de communautés de base, tant au niveau national que transnational, et des crises économiques successives combinées à un virage autoritaire dans de nombreux pays ont fragilisé l'institutionnalisation des luttes LGBTQI+. Enfin, le développement du cyberspace a profondément restructuré les formes contemporaines de mobilisation, y compris au sein du monde LGBTQI+.

À la lumière de ces transformations, cet axe interroge les formes contemporaines de la mobilisation. Les tactiques d'action institutionnalisées, autrefois critiquées comme signes de dépolitisation, sont-elles aujourd'hui revalorisées dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique et de concurrence accrue avec des acteur·ices conservateurs ? Ou bien les formes protestataires — manifestations, occupations de l'espace public, participation à des luttes sociales plus larges — sont-elles privilégiées comme moyens de contester la fragmentation des luttes héritée des dernières décennies ? Enfin, quelles formes d'organisation apparaissent possibles dans un contexte marqué par la précarisation, la fragmentation des financements et la dépendance croissante à l'égard des ressources institutionnelles ? Comment la répression façonne-t-elle les rapports de solidarité, les dynamiques coalitionnelles et les conditions de la mobilisation ?

Axe 3 : Objets, causes et terrains de mobilisation

Sur quoi se mobilise-t-on ? Cette question *a priori* sans enjeux appelle en réalité une réponse relativement compliquée, qui recoupe celles des objectifs des mobilisations et des manières de se mobiliser. On associe souvent ces luttes à des objectifs politiques : freiner ou contester une loi, dénoncer la répression ou encore peser dans les instances internationales. À tous ces niveaux, la mobilisation transnationale apparaît souvent comme un levier et une façon de renforcer l'action d'acteur·ices locaux. En même temps, un certain nombre d'initiatives récentes ont montré les dangers de mobilisations transnationales quand elles ne sont pas ancrées dans les réalités locales, en interaction étroites avec les acteur·ices de terrain.

Il est toutefois possible de poursuivre des fins politiques par des fins détournées, il convient d'ouvrir la définition de ce qui compte comme politique et il est possible de se mobiliser pour d'autres raisons. Ainsi, de nombreuses actions militantes ont d'abord visé à construire, consolider et faire exister des identités et des savoirs, en particulier quand ceux-ci renvoient à des groupes peu nombreux et minorisés, qui peuvent trouver dans la transnationalisation des ressources qui ne sont pas toujours disponibles dans leur contexte d'origine. Ensuite, il convient, à la lumière des mobilisations féministes et LGBTQI+ de la seconde moitié du XX^e siècle, de ne pas restreindre le périmètre de ce qui est considéré comme politique. Cela porte à la fois sur le contenu des luttes et sur leurs destinataires. En effet, nombre de combats LGBTQI+ ont avant tout porté sur une certaine politisation de l'intime et du privé : formes relationnelles, violences, échanges sexuels, possibilités d'être soi, etc. De même, ces combats ne visent pas uniquement l'État, incarnation du politique dans de nombreuses sociétés, mais aussi les acteur·ices religieux, médicaux ou sanitaires (Eboko *et al.*, 2011 ; Gallardo, 2016 ;

Seckinelgin, 2017), certaines entreprises, etc. Enfin, en particulier dans des contextes répressifs ou autoritaires, l'expression politique peut prendre des formes détournées moins susceptibles d'attirer les foudres des gouvernants, par exemple à travers l'art et l'artivisme (Elefteriadis, 2014 ; Minillo, 2025) Ce numéro souhaite donc ouvrir le spectre des mobilisations transnationales étudiées, en incluant par exemple des initiatives culturelles, religieuses, festives ou sportives.

Axe 4 : Transnationalisation des résistances LGBTQI+

Les oppositions aux mobilisations et revendications LGBTQI+ ne sont pas neuves et ont contribué à de nombreuses reprises à restreindre les droits et libertés des personnes concernées. Il semble toutefois que nous traversions une nouvelle période de rétrécissement et de répression, qui succède à une phase d'ouvertures et d'avancées aux niveaux tant national qu'international. Ces oppositions rencontrent toutefois des mouvements LGBTQI+ plus structurés et plus développés, ce qui construit un environnement inédit. Cependant, la résistance est également façonnée par d'autres formes de pouvoir hégémonique ayant structuré l'ordre géopolitique mondial, notamment le capitalisme, l'impérialisme, le colonialisme et le postcolonialisme. Dans cette perspective, la transnationalisation des résistances ouvre la possibilité d'interroger plus directement les logiques néocoloniales qui ont pu structurer les solidarités LGBTQI+ en remettant en question l'idée selon laquelle des activistes issus de pays considérés comme plus avancés en matière de droits LGBTQI+ soutiendraient des militant·es évoluant dans des contextes marqués par des gouvernements homophobes et misogynes (Çağatay *et al.*, 2022). Plus récemment, la transnationalisation des résistances LGBTQI+ est également façonnée par la structuration transnationale des mouvements anti-genre en tant que contre-mouvements, lesquels favorisent la circulation transfrontalière des savoirs, des stratégies et des ressources financières, phénomène illustré par la métaphore de la « double hélice » (Ayoub & Stoeckl, 2024). Ces résistances ne sont pas exclusivement extérieures aux mouvements LGBTQI+, certaines organisations gaies et lesbiennes ayant rejoint l'offensive anti-trans et anti-genre, ce qui repose en des termes renouvelés la question des hiérarchies et des lignes de fracture internes.

Cet axe vise ainsi à comprendre le renouvellement des formes de résistances LGBTQI+ à ces diverses offensives conservatrices et à interroger la transnationalisation des résistances LGBTQI+, ses spécificités ainsi que ses imbrications avec des formes de pouvoir se déployant à l'échelle globale. Quel rôle jouent les solidarités transnationales dans la transnationalisation des résistances LGBTQI+ ? Quelles formes prennent ces résistances ? Quelles formes de pouvoir sont reproduites à travers la transnationalisation des résistances ? Et comment les activistes négocient-ils les tensions inhérentes au nexus résistance-pouvoir ?

Axe 5 : Héritages historiques, mémoires et transmissions

Les solidarités transnationales LGBTQI+ contemporaines s'inscrivent dans une histoire longue, faite de circulations, de continuités, de ruptures et de réappropriations successives. À rebours d'une lecture présentant la transnationalisation des mobilisations comme un phénomène récent, cet axe invite à replacer les solidarités LGBTQI+ dans une généalogie plus large, marquée par l'émergence de réseaux militants, d'organisations internationales, de rencontres transnationales et de formes diverses d'internationalisme. Ces histoires demeurent toutefois fragmentées, inégalement documentées et parfois marginalisées dans les récits dominants des mouvements sociaux.

Cet axe propose d'examiner la manière dont les héritages militants circulent, se transforment et se réactivent dans le présent. Une attention particulière pourra être portée aux formes de transmission intergénérationnelle, aux mémoires collectives, aux archives LGBTQI+ ainsi qu'aux continuités et ruptures entre mobilisations passées et contemporaines. Comment certains héritages sont-ils préservés tandis que d'autres sont oubliés ? Quels processus politiques, institutionnels ou épistémiques contribuent à rendre visibles certaines histoires et à en invisibiliser d'autres ? Comment penser l'historicité des solidarités transnationales au-delà des récits linéaires du progrès ?

Quel que soit l'axe privilégié, les articles attendus reposeront sur les résultats de travaux empiriques en lien avec la thématique du numéro. Ils pourront aussi prendre la forme de contributions aux débats théoriques et méthodologiques. La revue ne publie que des textes inédits. Les auteur·ices sont tenu·es d'aviser la rédaction de tout projet de publication concurrent.

Les auteur·ices sont invité·es à envoyer une proposition de contribution (1 à 2 pages, environ 6 000 signes), en précisant leur affiliation universitaire, avant le 1er novembre 2026, aux responsables du numéro : Alexandra Ana (alexandra.ana@umontreal.ca), Ilana Eloit (ilana.eloit@unige.ch), Ahmed Hamila (ahmed.hamila@umontreal.ca), David Paternotte (david.paternotte@ulb.be). Celles et ceux dont la proposition aura été retenue par le comité de rédaction seront invité·es à soumettre un article complet pour le 15 mars 2027. La parution du numéro thématique est prévue pour le printemps 2028.

Bibliographie

- Ana, A. 2024. *The NGO-ization of Social Movements in Neoliberal Times: Contemporary Feminisms in Romania and Belgium*. Basingstoke: Palgrave.
- Ayoub, P. M. 2016. *When States Come Out: Europe's Sexual Minorities and the Politics of Visibility*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ayoub, P. M., & Bauman, L. 2019. "Migration and Queer Mobilisations: How Migration Facilitates Cross-Border LGBTQ Activism." *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 45(15), 2758–2778.
- Ayoub, P. M., & Paternotte, D. (dir.). 2014. *LGBT Activism and the Making of Europe: A Rainbow Europe?* Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Ayoub, P. M., & Paternotte, D. 2016. « L'International Lesbian and Gay Association (ILGA) et l'expansion du militantisme LGBT dans une Europe unifiée ». *Critique internationale*, 70, 55–70.
- Ayoub, P. M., & Stoeckl, K. 2024. *The Global Fight Against LGBTI Rights: How Transnational Conservative Networks Target Sexual and Gender Minorities*. New York: NYU Press.
- Belmonte, L. 2021. *The International Lesbian and Gay Rights Movement: A History*. London: Bloomsbury.
- Bhardwaj, M. 2024. "That's What We Think of as Activism: Solidarity Through Care in Queer Desi Diaspora." *Journal of Lesbian Studies*, 28(1), 100–124.
- Broad, K. L. 2024. "Stories of Antiracist Gay/Lesbian Gender Alliance: Articulating Intersectional Solidarity in the 1980s." *Gender & Society*, 38(1), 89–113.
- Broqua, C., Fillieule, O., & Roca i Escoda, M. (dir.). 2016. « Sur le façonnement international des causes liées à la sexualité ». *Critique internationale*, 70, 9–19.

- Çağatay, S., Liinason, M., & Sasunkevich, O. 2022. "Solidarities Across: Borders, Belongings, Movements." Dans *Feminist and LGBTI+ Activism Across Russia, Scandinavia and Turkey*. Cham: Palgrave Macmillan.
- Chetaille, A. 2013. « Une "autre Europe" homophobe? L'Union européenne, le nationalisme polonais et la sexualisation de la division Est/Ouest ». *Raisons politiques*, 49, 119–140.
- Chbat, M. (dir.). 2026. *Décolonialité et résistances queers*. Montréal: Éditions du Remue-ménage.
- Eboko, F., Bourdier, F., & Broqua, C. (dir.). 2011. *Les Suds face au sida. Quand la société civile se mobilise*. Marseille: IRD Éditions.
- Eleftheriadis, K. 2014. "Queer Activism and the Idea of 'Practicing Europe'." Dans P. M. Ayoub & D. Paternotte (dir.), *LGBT Activism and the Making of Europe: A Rainbow Europe?* (p. 145–170). Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Enriquez, C. (dir.). 2024. *Sexualités et dissidences queers*. Montréal: Éditions du Remue-ménage.
- Farmer, M. 2020. *Transnational LGBT Activism and UK-Based NGOs: Colonialism and Power*. Basingstoke: Palgrave.
- Gallardo, L. 2016. « Plaider la cause homosexuelle en Afrique : engagements et enjeux de visibilité au sein d'un réseau franco-africain ». *Critique internationale*, 70, 71–86.
- Hamila, A., & Alameddine, R. 2026. « Les solidarités transnationales LGBTQI+ dans la Francophonie : un levier pour lutter contre les injustices sociales ». *Recherches féministes*, 38(2), 251–273.
- Hekma, G. 2015. "Sodomy, Effeminacy, Identity: Mobilizations for Same-Sex Loves and Practices Before the Second World War." Dans D. Paternotte & M. Tremblay (dir.), *The Ashgate Research Companion to Lesbian and Gay Activism* (p. 15–29). Farnham: Ashgate.
- Jackson, J. 2014. "The Homophile Movement." Dans D. Paternotte & M. Tremblay (dir.), *The Ashgate Research Companion to Lesbian and Gay Activism* (p. 31–44). Farnham: Ashgate.
- Khan, A. & Hussain, B. 2025. "The Effects of Social Media on LGBTQ+ Activism." *Pakistan Journal of Social Review*, 2(1), 12–22.
- Kollman, K., & Waites, M. 2009. "The Global Politics of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Human Rights: An Introduction." *Contemporary Politics*, 15(1), 1–17.
- Lockhart, J. W. 2023. "The Gay Right: A Framework for Understanding Right Wing LGBT Organizations." *Journal of Homosexuality*, 70(13), 3024–3050.
- Liu, W., Essig, L., Ben Hagai, E., & Bhaumik, M. 2024. "Forward: Feminist and Queer Resistance to Neo-Fascism's Anti-'Gender Ideology' Movements." *Journal of Lesbian Studies*, 28(3), 373–381.
- Mancini, E. 2010. *Magnus Hirschfeld and the Quest for Sexual Freedom*. Basingstoke: Palgrave.
- Marhoefer, L. 2022. *Racism and the Making of Gay Rights*. Toronto: University of Toronto Press.
- Massad, J. 2007. *Desiring Arabs*. Chicago: University of Chicago Press.
- Minillo, X. 2025. "Because I am: queer Pan-Africanist activism through film." *Feminist Media Studies*, 25(6), 1480–1497.
- Pain, P (dir.). 2024. *Global LGBTQ Activism: Social Media, Digital Technologies, and Protest Mechanisms*. New York: Routledge.
- Paternotte, D. 2016. "The NGOization of LGBT Activism: ILGA-Europe and the Treaty of Amsterdam." *Social Movement Studies*, 15(4), 388–402.

- Paternotte D., & Seckinelgin, H. 2015. “‘Lesbian and Gay Rights Are Human Rights’: Multiple Globalizations and LGBTI Activism.” Dans D. Paternotte, M. Tremblay (dir.), *The Ashgate Research Companion to Lesbian and Gay Activism* (p. 209-223). Farnham: Ashgate.
- Rao, R. 2020. *Out of Time: The Queer Politics of Postcoloniality*. Oxford: Oxford University Press.
- Rupp, L. 2011. “The Persistence of Transnational Organizing: The Case of the Homophile Movement.” *American Historical Review*, 116(4), 1014–1039.
- Schmitz, R. M., Coley J. S., Thomas C., & Ramirez A. 2022. “The Cyber Power of Marginalized Identities: Intersectional Strategies of Online LGBTQ+ Latinx Activism.” *Feminist Media Studies*, 22(2), 271–290.
- Seckinelgin, H. 2017. *The Politics of Global AIDS: Institutionalization of Solidarity, Exclusion of Context*. Cham, Switzerland: Springer International Publishing.
- Tamagne, F. 2000. *Histoire de l’homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris, 1919–1939*. Paris: Seuil.
- Thoreson, R. R. 2014. *Transnational LGBT Activism: Working for Sexual Rights Worldwide*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Waites, M. 2009. “Critique of ‘Sexual Orientation’ and ‘Gender Identity’ in Human Rights Discourse: Global Queer Politics Beyond the Yogyakarta Principles.” *Contemporary Politics*, 15(1), 137–156.
- Weiss, M. L., & Bosia, M. J. (dir.). 2013. *Global Homophobia*. Urbana: University of Illinois Press.
- Worthen, M. G. F. 2022. “This is my TERF! Lesbian feminists and the stigmatization of trans women.” *Sexuality & Culture*, 26(5), 1782–1803.
- Wilson, A. M. 2022. “Dutch Women and the Lesbian International.” *Women’s History Review*, 31(1), 126–153.